Progrès et inégalités

La Chine aux deux visages

mercredi 19 septembre 2007, par BULARD Martine (Date de rédaction antérieure : janvier 2006).

Au moment où Pékin annonce une révision à la hausse de sa croissance, au point de figurer au rang de quatrième puissance mondiale, les dirigeants japonais multiplient les déclarations alarmistes sur l'augmentation continue des dépenses militaires chinoises. Rarement les relations entre les deux pays auront été aussi mauvaises, malgré des échanges économiques d'une ampleur inégalée. En Chine, les données révisées montrent un redressement de la consommation – toujours inégalitaire – et une montée du poids des services.

Pékin. Entre le troisième et le quatrième périphérique, au nord-est. L'unité 798. Un bel ensemble de bâtiments en briques rouges style Bauhaus, où se côtoient galeries avant-gardistes, restaurants branchés et magasins chics. Avant d'être un lieu à la mode, cette ancienne *danwei* (grande entreprise d'Etat), s'étalant sur près de un kilomètre, conçue par des spécialistes est-allemands en 1957 au nom de la « solidarité socialiste », accueillait quelque 20 000 travailleurs pour produire de l'armement chinois. C'était au temps où les grandes entreprises possédaient leurs logements, leurs écoles, leur centre de santé, leur théâtre… Au temps où le complexe de Dashanzi, dont dépend l'unité 798, se voulait un modèle. C'était il y a moins de quinze ans. Depuis, la « réforme économique » est passée par là, balayant la production, les salariés, leur famille.

Les usines désaffectées rouillaient tranquillement quand une poignée d'artistes en rupture de ban a décidé de s'y réfugier. Non sans difficulté (tracas administratifs, contrôles policiers, coupures d'électricité…), ils s'installent et jouent un rôle réel dans la création contemporaine. Les dirigeants communistes ont fini par laisser faire et, désormais, ils soutiennent cette communauté d'artistes menacée par… le marché : le groupe Qi Xing, qui avait repris Dashanzi, entend faire place nette pour construire un « parc technologique », plus rentable. Les censeurs d'hier transformés en défenseurs de la liberté de création : singulier paradoxe pour des autorités qui, par ailleurs, essaient régulièrement de cadenasser Internet et jettent en prison tout syndicaliste un tant soi peu revendicatif. Il est vrai que, pour l'image, mieux vaut des artistes légèrement remuants que des travailleurs franchement contestataires [1].

A 300 kilomètres, tout près de Chengde et son Palais d'été impérial, l'aciérie de Cheng Gang (Chengde Iron and Steel Group Co.), elle, n'a pas disparu dans la tourmente. Les salariés qui la font visiter, non sans avoir demandé l'autorisation du secrétaire du Parti communiste, en sont très fiers : c'est avec l'acier maison qu'a été construite la « Perle orientale », tour de télévision symbole de Shanghaï la moderne, ou encore le gigantesque barrage du Yangzi. Utilisant la technologie italienne, l'unité est entièrement automatisée. Hormis quelques contrôleurs sur les plates-formes, les salariés sont dans des cabines, derrière leur ordinateur. Une usine ultramoderne. Il suffit pourtant de franchir quelques centaines de mètres pour replonger dans le XIX^{e} siècle, avec des équipements rouillés et brinquebalants au milieu d'une poussière grisâtre. Impossible de visiter cet enfer – « Ce ne serait pas bon pour votre santé », assure le salarié qui nous guide –, mais on aperçoit les travailleurs manipulant à mains nues des composants polluants (vraisemblablement chaux,

manganèse ou soufre…).

Dans ses deux versions, l'aciérie résume l'histoire industrielle du pays. Jusqu'en 1986, les 20 500 salariés vivaient tant bien que mal dans la petite ville de Cheng Gang, grâce à cette usine qui prenait tout en charge (logement, santé, sport, école, retraite…). Les choses commenceront à se gâter avec les réformes et la montée des besoins nationaux en acier. L'Etat exige alors des résultats. Avant même de moderniser, la direction renvoie à la maison les salariés anciens – pas assez productifs – et les remplace par des jeunes, plus rapides, parfois plus qualifiés. Puis sont importées des technologies occidentales auxquelles on adapte les hommes. Les effectifs tombent à 17 000, et la moyenne d'âge à 35 ans.

Dans un premier temps, les licenciés sont « en retrait du poste de travail » (*xiagang zhigong*) et non chômeurs. Financièrement, l'avantage est limité : l'un de nos guides affirme disposer de 800 yuans par mois (80 euros [2]), alors qu'il en touchait 2 000 en tant que salarié. Mais le lien contractuel avec l'entreprise est conservé, ce qui signifie protection sociale… et reconnaissance. Ainsi, privée d'emploi à 46 ans et désormais jeune retraitée de 50 ans, M^{me} Jing Zheiying [2] a toujours l'impression de faire partie de la danwei tout en « aidant » des petites entreprises naissantes de la ville. Grâce à ce système D, elle a pu avec son mari acheter leur appartement et lui adjoindre une salle de bains flambant neuve. Dans l'immeuble, ils sont plusieurs à avoir réalisé un rêve inimaginable jusqu'ici : devenir propriétaire.

Bien sûr, tous les xiagang zhigong ne vivent pas aussi confortablement. Mais la solidarité familiale aidant, le système a fonctionné, à Cheng Gang comme dans le reste du pays. Actuellement, il est en voie d'extinction, car ni les actionnaires privés de l'aciérie, encore minoritaires, ni les propriétaires publics ne veulent assumer des frais sociaux qui grèvent leur rentabilité. De plus, l'aciérie n'échappera certainement pas au « plan de rationalisation de la sidérurgie » annoncé par Pékin, le 20 juillet 2005. La misère risque d'envahir la ville comme elle a envahi certaines régions industrielles, à la fin des années 1990.

Tie Xi Qu. Un quartier de Shenyang, capitale de la province du Liaoning, dans l'ex-Mandchourie, à plus d'une heure d'avion de Pékin. Le poumon industriel de la ville avec hauts-fourneaux, cimenteries, industries crachant soufre et autres résidus ; la sueur et la crasse qui incrustent les corps ; les douches surprenantes dans un univers noirâtre ; la joie des ouvriers lors des parties de mah-jong ; leur résignation… De cet univers filmé, à l'aube du XXI^{e} siècle, par Wang Bing dans un magnifique documentaire [3], il ne reste plus rien : ni usines, ni dédales de baraques, ni ouvriers. Ce quartier naguère industrieux est désormais tracé au cordeau. D'un côté, de très larges avenues bordées par des usines relookées ayant échappé au nettoyage ou nouvellement implantées. De l'autre, un alignement de halls d'exposition de voitures, à dominante étrangère. En moins de cinq ans, un quartier a été rayé de la carte. Un autre est né, peuplé de riches commerçants et de cadres supérieurs bénéficiaires de la politique dite d'« ouverture ». « *Nous voulions créer un monde*, explique Wang Bing, *mais finalement ce monde a explosé.* »

Un ex-technicien, visage marqué par sa vie passée dans une usine de câbles fermée depuis quatre ans, le dit à sa manière : « *On ne gagnait pas beaucoup, c'était dur, mais on nous considérait.* » Pas de colère. Un constat. L'industrialisation de la région, qui remonte à l'ère des Qing, au XIX^{e} siècle, et qui a vu l'apparition du premier chemin de fer chinois, ne se réduisait pas à la seule exploitation. Elle était aussi collectif de travail et fierté ouvrière. « *Ce qu'on fabriquait était utile*, tient à préciser ce technicien, *mais "ils" ont décidé de faire venir les câbles d'ailleurs.* » « Ils », ce sont tout à la fois les nouveaux propriétaires de l'entreprise, qui ont racheté et dépecé l'usine, et dont il ignore tout, le gouvernement, qui « *nous a laissés tomber* », les autorités locales, qui « *ne font pas grand-chose* »… Ce chômeur reflète parfaitement ce que ressentent les exclus du miracle chinois, nombreux dans cette région en pleine restructuration, une « *Lorraine puissance 10* », selon l'expression du

sociologue Antoine Kernen [*[La Chine vers l'économie de marché. Les privatisations à Shenyang*, Karthala, Paris, 2004.]].

Les premières victimes sont les salariés les plus âgés, car *« ils ont fait toute leur vie le même travail, souvent sans grande qualification*, souligne Wang Zheng, chercheur à l'académie des sciences sociales de Shenyang. *Ils ont du mal à s'adapter. Et certains refusent l'emploi qu'on leur propose car ils l'estiment déqualifié »*. Il faut dire que les emplois publics proposés sont rétribués 300 yuans par mois, alors que nombre d'entre eux touchaient au moins 1 000 yuans dans leur entreprise. Les emplois offerts ? Balayeurs de rue, aides jardiniers, ou auxiliaires de la circulation…

Cet ancien technicien de l'usine de câbles de Tie Xi Qu a-t-il refusé ce genre de travail ? Impossible de savoir. En tout cas, ce matin-là, comme tous les matins, il se tient au coin d'une rue avec une dizaine d'autres hommes et femmes, assis sur les talons, téléphone portable à la ceinture (pour la plupart), pancarte en bandoulière (pour tous) sur laquelle chacun décrit ses compétences : maçonnerie, peinture, électricité, ménage… Un marché de l'emploi à ciel ouvert où particuliers et chefs d'entreprise viennent louer, pour quelques yuans, un travailleur à la journée, à la semaine, jamais ou presque au mois. Ce travail au noir ne permet pas toujours d'avoir un toit pour dormir, ce qui est un comble dans une ville envahie par les engins de travaux publics.

En effet, depuis le XVI^{e} congrès du Parti communiste chinois (PCC), en octobre 2003, la province et sa capitale ont été classées « zone de développement prioritaire ». L'argent public coule à flots, mais aucune assemblée démocratique n'en contrôle l'utilisation. Shenyang s'est transformée en ville-chantier, où les immeubles poussent comme des champignons, dans la plus grande anarchie, avec des façades dorées, des toits en pagode et autres « dragonneries », selon l'expression d'un architecte chinois outré par tant de mauvais goût et… de corruption – ce mal endémique qui permet de construire ce que l'on veut où l'on veut. Même Mao Zedong, au milieu de la place Zhongshan, est mobilisé pour la longue marche de la commercialisation, le bras pointé non plus vers un avenir radieux, mais vers les panneaux publicitaires de grandes marques étrangères qui le cernent.

Certes, des zones spéciales de développement économique et technologique ont été bâties. Pour attirer des capitaux étrangers, la ville a essayé de mobiliser sa diaspora [4], se découvrant des liens historiques avec Hongkong, des amitiés particulières avec Taïwan et, plus surprenant encore, avec le Japon si détesté dans cette région qu'il a longtemps occupée. De grandes entreprises nippones, sud-coréennes, américaines ou françaises se sont implantées (Canon, Toyota, Coca-Cola, LG Electronics, Alcatel, Michelin, etc.).

Des usines de montage côtoient des unités de très haute technologie, dans les médicaments ou dans les métaux de la nouvelle génération, tel Shenyang Kejin New Materials Development Co., issu de l'Institut de recherche sur les métaux. L'univers est plus proche de Robocop que de Zola. Il ne faut pas oublier que, si la Chine produit et exporte des textiles et des jouets bas de gamme, elle accapare aussi 55 % du marché mondial des ordinateurs portables, 30 % des téléviseurs à écran plat, 20 % des microprocesseurs… Elle assemble beaucoup des pièces conçues ailleurs, elle copie pas mal, elle invente peu mais de plus en plus. Ses succès dans l'industrie spatiale ou dans les nanotechnologies ne sont pas que des vitrines. Si les dépenses de recherche-développement demeurent modestes (1,4 % du produit intérieur brut [PIB] en 2003), elles ont doublé depuis 1997.

Des emplois sont ainsi créés, faisant appel à une main-d'œuvre parfois très qualifiée, et rarement vindicative. D'autant que le syndicat officiel (All China Federation of Trade Unions, ACFTU) semble peu enclin à la protestation. Quant aux jeunes sans qualification, recrutés dans les campagnes, entassés dans d'invraisemblables dortoirs, ils peuvent difficilement se révolter. Et cette région demeure marquée par les fortes mobilisations de mars 2002, notamment à Liaoyang, ville de vieille industrie chimique et mécanique. Après plusieurs jours de manifestations de masse, les leaders du

mouvement avaient été emprisonnés sans autre forme de procès [5]. Finalement, le pouvoir a satisfait une partie des revendications, comme le paiement des indemnités de chômage et des retraites. Le directeur corrompu de l'entreprise a été condamné, et le dirigeant local du parti muté. Mais les représentants ouvriers sont toujours en prison, isolés [6]. Désormais, à Liaoyang, plus personne ou presque n'en parle.

De plus, si les salaires sont scandaleusement bas, ils représentent souvent une vraie manne pour la famille restée au village : entre 800 yuans et 1 200 yuans par mois pour un(e) ouvrier(ère) travaillant dix heures par jour dans les entreprises de la région. Pour un(e) technicien(ne), le salaire moyen atteint 2 500 yuans… Selon les statistiques officielles, ces revenus auraient été multipliés par six, en moyenne, depuis 1990 [7].

A Shenyang, et plus encore dans la Chine côtière, une classe moyenne s'est progressivement constituée, peu soucieuse des petites mains des usines presse-bouton. Elle bénéficie de meilleurs revenus, apprécie les premiers jours fériés (11 en moyenne dans l'ensemble de la Chine urbaine), et préfère la consommation à la contestation. Le gouvernement le sait bien, qui craint tout accroc dans la croissance fort dépendante de l'extérieur ; le marché intérieur – potentiellement immense – n'absorbe pas ses productions, faute de pouvoir d'achat. Un autre des paradoxes chinois : le modèle est assis sur de faibles salaires, mais cette exploitation de la main-d'œuvre fragilise le système (voir encadré).

Sur 1,3 milliard d'habitants, quelque 900 millions ne peuvent accéder au temple de la consommation, l'objectif suprême. Ce que résume un responsable de la mission économique française avec cette image : *« Nous sommes dans un système où, sur un immeuble de dix étages, seuls trois seraient occupés. »* Reste à savoir si les autres étages seront un jour occupés, si certains ne risquent pas l'expulsion, et si une soudaine éruption volcanique ne va pas menacer les fondations de l'immeuble.

La Chine, qui a connu plusieurs désastres (invasions occidentales, occupation japonaise, folie dictatoriale du maoïsme…), a sauté la révolution industrielle des XIX^{e} et XX^{e} siècles. Désormais, elle doit relever le défi de la révolution informationnelle du XXI^{e} siècle et celui de la révolution sociale. Le tout en des temps records.

Classiquement si l'on peut dire – et à défaut d'un modèle alternatif –, la Chine a fait siennes les lois du marché. En 1987, lors du XIII^{e} congrès du PCC, Deng Xiaoping théorisait ainsi cette conversion : *« La planification et le marché ne constituent pas les différences essentielles entre le socialisme et le capitalisme. Une économie planifiée ne définit pas le socialisme puisqu'il y a de la planification dans le capitalisme ; l'économie de marché existe dans le socialisme. Planification et marché sont donc deux façons de contrôler l'activité économique. »* [8] La planification (qui apportait une certaine égalité, mais dans la pénurie) est en voie de disparition. Le marché a triomphé, permettant une accumulation du capital qui a fait décoller le pays. Toutefois, la Chine n'a pas encore rejoint les pays développés et son PIB représente moins de la moitié du PIB japonais, par exemple.

La marchandisation sans précédent du travail a complètement bouleversé les rapports sociaux [9]). Entre 1998 et 2003, de 40 à 60 millions de personnes se sont retrouvées sans travail, alors que jusqu'à présent l'emploi était garanti à vie. Du jour au lendemain, il a fallu imaginer un système que les pays occidentaux ont mis plus d'un siècle à bâtir, souvent à coups de luttes sociales et politiques violentes. Il a fallu tout transférer de l'unité de travail à l'Etat, dans un pays où, par tradition millénaire, la bureaucratie locale a toujours pris des distances avec les directives du centre.

Dans son bureau pékinois du ministère du travail et de la sécurité sociale, M. Pi Dehai, le directeur général, confirme la difficulté de la tâche : *« Nous devons tout inventer pour mettre au point un*

système public de protection sociale. » Selon lui, actuellement, la majorité des salariés urbains est couverte par une assurance-santé ; des indemnités minimales sont garanties aux personnes ayant déjà travaillé ; les retraites sont progressivement prises en charge par l'Etat (pour un tiers d'entre elles) et par un système privé de fonds de pension ; et un revenu minimum (dibao) a été instauré (entre 100 et 800 yuans, selon les régions).

Mais le système demeure embryonnaire, parfois inappliqué, alors que les restructurations filent un train d'enfer. Conclusion : les inégalités explosent. Même le très docte *Study Times*, journal de l'école du Parti communiste, s'en est ému : « *Le feu orange est allumé, et l'alerte rouge peut être dépassée dans les cinq prochaines années.* » [10] Selon le ministère du travail et de la sécurité sociale, les 20 % de Chinois les plus riches accaparent 55 % des richesses du pays, tandis que les 20 % les plus pauvres doivent s'en partager 4,7 %. Le « coefficient de Gini », établi par le Programme des nations unies pour le développement (PNUD) pour mesurer les inégalités (avec une graduation allant de 0 en cas d'égalité à 100), situe la Chine au niveau 44,7 en 2004. Moins que pour le Brésil (59,1), le Chili (57,1) ou le Nigeria (50,6), mais à un échelon très élevé, et surtout en hausse constante : 28 en 1981.

En haut de la pyramide sociale, on trouve des Chinois de la diaspora de retour au pays, mais aussi d'anciens cadres du parti reconvertis dans le business, ceux-là mêmes qui, selon l'expression du sociologue Lu Xueyi [11], formaient déjà la « *couche sociale suprême* » d'une Chine qui se prétendait alors sans classes.

En fait, une nouvelle stratification du pays s'est opérée autour de quatre lignes de fracture. La première oppose la population urbaine à la population rurale ; la deuxième sépare les régions côtières, développées, de la Chine intérieure, longtemps délaissée. Avec tout en bas de l'échelle les paysans de l'Ouest. C'est là que vit la majorité des 150 millions de personnes en très grande pauvreté recensées par les statistiques officielles, fortement sous-estimées. Certes, en 2003, le gouvernement a réduit de 30 % les taxes payées par les paysans et, en octobre 2005, il a annoncé un relèvement du revenu minimum, la suppression de l'impôt sur la production agricole, et surtout un programme en faveur de l'école et de la santé [12]. Mais ces mesures demeurent insuffisantes ou tout simplement ignorées par des potentats locaux.

Les autres lignes de partage découpent les villes entre les salariés dont la qualification est reconnue et les autres ; entre ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas – y compris des jeunes qualifiés qui, pour la première fois, sont touchés par le chômage. Les plus démunis sont encore les mingong, ces ouvriers-paysans exilés dans leur propre pays, sans aucun droit. Pour pouvoir bénéficier des systèmes publics (école, santé, chômage…), il leur faut un certificat de résidence, le fameux hukou conçu dans les années 1950 pour éviter l'exode rural. Ils ne l'ont pas toujours. L'hypocrisie est totale, puisque les mingong « *sont au cœur de la compétitivité et de la machine productive chinoises* », comme l'indique Geneviève Domenach-Chich, qui dirige à Pékin le programme de l'Unesco en direction des migrants [13]. Ils représentent 79,8 % des employés de la construction urbaine, 68,2 % des emplois de la production électronique, 58 % de la restauration…

Le souci d'éviter un entassement de bidonvilles dans des villes tentaculaires n'a rien d'illégitime ; mais, outre la brutalité de l'exploitation ainsi admise, le système explose de toute part, ce que reconnaît, dans son bureau de l'université Fudan, à Shanghaï, Lu Ming, jeune économiste. Des mesures ont bien été prises, en 2004, par le gouvernement central « pour lever les discriminations. Mais localement les autorités freinent des quatre fers ». Une erreur politique autant qu'économique : « *Que l'on prenne la question par le bout politique – "construire une société harmonieuse" [mot d'ordre du pouvoir] – ou par le bout économique, il faut développer le marché intérieur et protéger les travailleurs pour assurer la stabilité et le développement.* »

En fait, les injustices sont telles que les travailleurs se rebiffent de plus en plus. Même le ministre de la sécurité publique, M. Zhou Yongkang, l'a reconnu, en rendant public le chiffre, habituellement gardé secret, des manifestations : 74 000 protestations en 2004 (rassemblant 3,76 millions de personnes), contre 10 000 en 1994. Faut-il y voir le début d'une ébullition sociale et politique ? Nul ne peut le prédire. A la différence des années 1980, qui ont conduit aux révoltes de la place Tiananmen, et malgré l'explosion des inégalités, une grande partie de la population a vu son sort s'améliorer. M. Paul Wolfowitz, nouveau président de la Banque mondiale peu suspect de sympathie pour le régime, rappelait récemment que 280 millions d'habitants s'étaient hissés au-dessus du seuil de pauvreté entre 1978 et 2003 [14].

A la campagne, les parents vivent avec l'idée que leur enfant, s'il peut aller à l'école, vivra mieux qu'eux. A la ville, souligne Lu Ming, « et pour la première fois, les jeunes diplômés avec un peu d'expérience gagnent plus que la génération de leurs parents ». Cet espoir permet aux Chinois de supporter ce qui semble insupportable. Mais tout le monde sent bien que la Chine aborde une nouvelle phase beaucoup plus délicate. Et ce n'est pas un hasard si, à l'issue du dernier plénum du Comité central du PCC (le 11 octobre 2005), M. Hu Jintao a annoncé un plan quinquennal de lutte contre les inégalités.

La Chine va-t-elle plonger dans le capitalisme sauvage ? Ou parviendra-t-elle à préserver son originalité ? Au sein de la gauche intellectuelle du pays, la question fait débat, sans résonances dans le grand public. Longtemps confiant dans la vitalité de la culture de son pays, l'écrivain Xu Xing [15], connu pour sa parole libre, et qui vit toujours dans le minuscule appartement d'un quartier très populaire du sud-est pékinois, est aujourd'hui beaucoup plus inquiet. Il ne décolère pas contre ce *« capitalisme sans limites »* qui *« sacrifie beaucoup de gens »* et entraîne des *« destructions violentes des cultures régionales ou locales »*. Il n'est guère tendre avec les intellectuels qui *« sont devenus des chiens de garde du grand marché mondialisé »* et acceptent le joug de l'autoritarisme. D'autres intellectuels, désemparés devant l'avancée de l'occidentalisation, se retournent vers les idéologies d'hier, notamment vers Confucius, dont les écrits reviennent sur le devant de la scène.

Dans le même temps, une nouvelle école de sociologie cherche à conjuguer développement économique et progrès social. Pour Dai Jian-Zhong, directeur adjoint de l'Institut de sociologie de l'académie des sciences sociales de Pékin, qui fut de toutes les luttes contre l'écrasement de la pensée, ce n'est pas l'ouverture au marché occidental qui pose problème, mais la façon dont elle est menée et l'acceptation de la loi du plus fort. *« Les ouvriers qui sont enfermés dans un face-à-face avec le patron ne peuvent pas négocier. Or il ne leur est pas permis de s'organiser, et le syndicat est toujours du côté de la direction. »* En fait, *« tant pour la protection sociale que pour les conditions de travail, la journée de 8 heures ou la limitation des heures supplémentaires, les lois existent, mais elles ne sont pas appliquées »*. Pour beaucoup, les obstacles sont avant tout politiques et institutionnels, le pouvoir interdisant tout débat ouvert sur ces questions.

Les blocages sont aussi sociologiques : si les élites du PCC, dont une partie de la nouvelle génération est formée à l'étranger, affirment un patriotisme confinant parfois au nationalisme, leurs références demeurent celles des universités occidentales, pas franchement réputées pour leur créativité dans le domaine social.

Or, comme le rappelle Dai Jian-Zhong, au fil des siècles la Chine a toujours réussi à transformer les apports extérieurs pour façonner une culture originale. Est-elle en mesure d'opérer cette alchimie ? Comme d'autres, Dai Jian-Zhong rêve de concilier justice sociale, épanouissement individuel – notion qui fait tout juste son apparition – et bien-être de la société, explorant ainsi une voie chinoise de développement. Toujours au stade de l'utopie.

P.-S.

* Paru dans Le Monde diplomatique — janvier 2006 — Pages 12 et 13.

Notes

[1] Le 25 novembre 2005, les autorités ont néanmoins fait détruire le studio d'une photographe dans une autre communauté d'artistes, Suojiacun, à l'est de Pékin.

[2] Son nom a été changé.

[3] Wang Bing, Tiexi Qu (« A l'ouest des rails »), 2002, en DVD (9 heures), produit par MK2. Lire Lu Xinju, « Ruins of the future », *New Left Review*, Londres, no 31, janvier-février 2005.

[4] Les 30 millions de Chinois d'outre-mer, essentiellement en Asie du Sud, ont joué un rôle crucial dans l'essor des investissements étrangers.

[5] En 2005, MM. Xiao Yunliang et Pang Qingxian sont toujours en prison.

[6] Lire Philippe Cohen et Luc Richard, *La Chine sera-t-elle notre cauchemar ?*, Mille et une nuits, Paris, 2005, et Cai Chongguo, Chine : l'envers de la puissance, Mango, coll. « En clair », Paris, 2005.

[7] National Bureau of Statistics of China (NBS).

[8] Cité par John Gittings, *The Changing Face of China*, Oxford University Press, 2005.

[9] Jean-Louis Rocca, *La Condition chinoise*, Karthala, Paris, à paraître au 1er trimestre 2006.

[10] Cité par *China Daily*, 10 octobre 2005. Lire « Income gap in China reaches alert level », *Xinhua*, Pékin, 20 septembre 2005.

[11] Lu Xueyi (sous la dir. de), « La Mobilité sociale dans la Chine contemporaine » (Dangdai Zhongguo shehui liudong), Ed. Shehui kexue wenxian chubanshe, Pékin, 2004.

[12] Sur les inégalités scolaires, lire Teng Margaret Fu, *Perspectives chinoises*, no 89, Hongkong, mai-juin 2005.

[13] « Les migrations internes en Chine », *Connexions*, Pékin, no 27, juin 2005.

[14] Visite de M. Wolfowitz, 12 octobre 2005. Discours sur le site de la Banque mondiale, www.worldbank.org

[15] En 2005, *Et tout ce qui reste est pour toi*, écrit seize ans plus tôt, a été publié avec… quelques modifications. Lire « Les tribulations d'un paysan chinois », *Le Monde diplomatique*, août 2002.